Coalition pour l'accueil de jour des enfants 28.04.2020

Prise de position de Katharina Prelicz-Huber, présidente du SSP, membre du Comité présidentiel de l'USS, conseillère nationale (Les Verts)

Non à une crise des crèches après la crise du coronavirus !

Les mesures prises pour soulager financièrement les structures d'accueil des enfants sont toujours beaucoup trop disparates. Cette situation met en danger la survie même de ces structures et a pour effet qu'à bien des endroits, ce sont les parents qui financent le maintien d'un service pourtant essentiel au plan systémique, sans pour autant bénéficier directement d'une prestation.

La pandémie que nous vivons a bien mis en évidence le fait que les structures d'accueil pour les enfants d'âge préscolaire et scolaire sont un pilier de notre économie et de notre société. La garde extrafamiliale des enfants est un service public et joue un rôle important dans la gestion et la maîtrise de cette crise. La Confédération et les cantons doivent prendre leurs responsabilités, aussi sur le plan financier.

Pour la Suisse, les dégâts seraient considérables si à la fin de la crise sanitaire, le nombre de places d'accueil se trouvait sérieusement réduit en raison de faillites ou de fermetures. De nombreuses crèches et garderies enregistrent déjà beaucoup de résiliations de contrats, car les parents ne veulent ou ne peuvent plus continuer de payer des frais – élevés – de garde sans aucune contrepartie. Et les nouvelles inscriptions se font rares en raison de l'incertitude générale. Dans plusieurs cantons, les autorités appellent même à ne pas placer de nouveaux enfants dans les structures d'accueil. Ce n'est pas comme cela que les crèches et garderies pourront couvrir leurs frais.

Les conséquences de cette situation sont évidentes : une diminution, même passagère, des places d'accueil conduirait à une baisse de l'activité professionnelle chez les femmes (l'expérience montre que ce sont en premier lieu les femmes qui se retirent de la vie professionnelle).

De plus, la menace plane aussi sur les emplois de cette branche. Déjà en temps normal, ces métiers ne jouissent que de peu de considération sociale (avec des salaires comparativement bas) tout en répondant à des exigences très élevées. L'incertitude quant aux perspectives ainsi que les pertes de revenus liées au chômage partiel ou à la mise au chômage temporaire ne font qu'accentuer ces difficultés. On peut donc craindre que le taux – déjà élevé – de désaffection augmente et que la pénurie de personnel qualifié s'aggrave encore davantage. Nous aurons pourtant besoin dans un futur proche de nettement plus de personnel pédagogique en raison des mesures sanitaires (petits groupes, pas de garde par les grands-parents ou des personnes à risque).

Le SSP se bat depuis longtemps pour que la garde professionnelle des enfants soit revalorisée et mieux considérée. Une bonne stratégie de sortie de crise doit donc aussi inclure une offensive au niveau de la formation et une augmentation massive de la proportion de personnel qualifié. Les milieux politiques doivent pour cela apporter à cette branche un soutien clair et sur le long terme. L'initiative parlementaire Prelicz-Huber, qui vise à faire de

l'accueil préscolaire une partie intégrante du système scolaire, représente un premier pas dans cette direction. Elle sera déposée lors de la session extraordinaire du mois de mai

À court terme, il s'agit d'élaborer des concepts contraignants pour la sortie du semi-confinement, avec des dispositions uniformes quant à l'application des mesures sanitaires qui s'imposent.